précompétitive, et il recommande l'élimination des dispositions fiscales qui nuisent à la viabilité financière de tels consortiums.

B. Appui aux petites entreprises en matière de commercialisation

Les petites entreprises ne possèdent pas les ressources voulues pour mener chacune de leur côté d'importantes activités de commercialisation à l'étranger. Toutefois, elles pourraient y parvenir en mettant en commun leurs efforts, auquel cas le gouvernement fédéral pourrait apporter un soutien de taille. Le Comité est d'avis qu'on pourrait s'inspirer de l'expérience des consortiums pour la recherche précompétitive afin de rendre les petites et moyennes entreprises canadiennes plus aptes à soutenir la concurrence internationale.

21. Le Comité recommande que le gouvernement fédéral envisage d'établir des consortiums gouvernement/industrie qui aideront les petites et moyennes entreprises canadiennes ayant une production à forte valeur ajoutée à mieux soutenir la concurrence sur les marchés internationaux.

POLITIQUES FÉDÉRALES D'APPROVISIONNEMENT

Les politiques fédérales d'approvisionnement constituent un bon instrument pour encourager la recherche et le développement dans le secteur privé. Ces politiques peuvent également contribuer à favoriser les compétences régionales en R-D. Les témoins qui ont comparu devant le Comité ont expliqué que les achats gouvernementaux aident grandement les nouvelles entreprises d'innovation technologique à devenir viables sur le plan commercial, car ils leur permettent de se familiariser avec les besoins des clients en la matière et réduisent le risque que comporte le lancement de nouveaux produits sur le marché.

22. Le Comité recommande que le gouvernement fédéral étende le mandat de sa politique d'approvisionnement de manière à accorder un soutien accru aux activités de l'industrie en sciences et technologie, à l'innovation économique et à la création de nouvelles entreprises ainsi qu'à la promotion d'une équité accrue entre les régions.

A. Conseil de l'approvisionnement

Pour que les politiques d'approvisionnement soient efficaces, le Comité estime essentiel que l'on prévoie les exigences du gouvernement fédéral en matière de technologie, et ce, en tâchant de cerner régulièrement les besoins des ministères fédéraux concernés.